

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 30 mai 2017 :

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridan M., **Echevins**,
Dubois G., Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Decamps P., Chanoine V., Delhay J., Demoustiez A., Dessilly V.,
Decoster C., Egels E., Petit N., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.

Excusées : Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Vanderkel A., Robette-Delputte F., **Conseillères**

Messieurs Breuse et Delhay intègre la séance au point 4.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 2 mai 2017 – partie publique –
approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 2 mai 2017, partie publique

2. **Finances** – Situation de caisse en date du 12 mai 2017 – **information**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,
Prend connaissance de l'information.

3. **Finances** – Constitution de cinq provisions - **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le code de la Démocratie Locale et la Décentralisation et principalement l'article L1314-1 ;

Vu le résultat du compte 2016 laissant apparaître un boni de 606.480,84 € au service ordinaire ;

Attendu que l'article L1314 – 1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation précise qu' « en aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Attendu que dès lors, le boni ne peut plus être utilisé en tant que tel pour les années ultérieures et que de ce fait, le résultat comptable va augmenter d'année en année de par la thésaurisation engendrée ;

Attendu que pour permettre l'utilisation d'une partie du boni engendré par le résultat du compte, il serait opportun de créer des provisions pour faire face à une augmentation des dépenses futures pour le CPAS, la Zone de Police, la Zone de Secours, les frais de personnel des services administratif, technique et de la voirie ;

Vu le règlement Général de la Nouvelle Comptabilité Communale ;
Après en avoir délibéré en séance publique ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la constitution d'une provision de 100.000,00 € pour couvrir la dotation communale au C.P.A.S. (831/95801.2016)

Article 2 : d'approuver la constitution d'une provision de 100.000,00 € pour couvrir la dotation communale à la Zone de Police. (330/95801.2016)

Article 3 : d'approuver la constitution d'une provision de 100.000,00 € pour couvrir la dotation communale à la Zone de Secours. (351/95801.2016)

Article 4 : d'approuver la constitution d'une provision de 100.000,00 € pour couvrir les frais de personnel des services administratifs. (104/95801.2016)

Article 5 : d'approuver la constitution d'une provision de 100.000,00 € pour couvrir les frais de personnel des services technique et de la voirie. (421/95801.2016)

Article 6 : de transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au Directeur Financier et au service Finances.

4. Finances – Compte communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2016 – approbation

Le Président du CPAS, en charge des Finances, présente le Compte communal, services ordinaire et extraordinaire, de l'exercice 2017.

A l'issue de cette présentation, Monsieur Delhaye l'interroge à nouveau sur la raison du recours au crédit spécial de recettes, celui-ci lui apparaissant comme une manière de procéder à un rééquilibrage suite à une différence de recettes perçues entre 2015 et 2016.

Le Directeur financier répond à Monsieur Delhaye à cet égard, et la Présidente précise à l'assemblée que pour essayer de mettre un terme au débat sur la légitimité du recours à ce crédit spécial de recettes, un rendez-vous a été sollicité auprès du Ministre des Pouvoirs locaux.

Monsieur Delhaye relève qu'une fois de plus, la Commune a été impactée par le versement tardif des additionnels communaux, et craint qu'en 2018, la Commune soit confrontée à un scénario identique. Le Président du CPAS, en charge des Finances, lui précise toutefois que le Gouvernement fédéral a prévu désormais un système d'avances qui devrait permettre de rencontrer ce problème.

Monsieur Delhaye interpelle le Collège communal sur le niveau de la fiscalité communale, constatant que les recettes fiscales sont plutôt bonnes et demandant l'avis du Collège communal sur une éventuelle révision à la baisse des taux en vigueur. Monsieur Delhaye prend en exemple d'autres villes et communes proches, de tendance idéologique similaire à celle de Jurbise, comme Frasnes-lez-Anvaing, qui ont établi des taux inférieurs.

La Présidente lui répond que les exemples évoqués, tel que Frasnes, disposent d'autres rentrées financières qui leur permettent de prévoir des taux plus bas.

Concernant les dépenses, Monsieur Delhaye est interpellé par l'augmentation de 10 % des frais dévolus aux Fabriques d'Eglise, et reçoit du Directeur financier l'explication souhaitée sur l'augmentation de 135% du poste relatif aux emprunts pour charges de l'autorité supérieure. Dans le même ordre d'idée, le Directeur financier développe les raisons expliquant que le taux d'auto-financement des investissements à l'Extraordinaire soit passé de 10% à 36%.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les comptes établis par le Collège communal ;

Attendu que conformément à l'article 74 du Règlement général de la Comptabilité communale et après vérification, le Collège communal certifie que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes ;

Attendu que le Collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège communal veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présents comptes, dans les cinq jours de leur adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présents comptes aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présents comptes ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier, sollicité en date du 8 mai 2017 ;

Attendu que le Compte 2016 a été soumis au CODIR en date du 15 mai 2017 ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, avec 14 « pour » et 4 « abstentions » :

Art. 1^{er}

D'arrêter, comme suit, les comptes de l'exercice 2016 :

<i>Bilan</i>	ACTIF	PASSIF
2016	48.950.907,07 €	48.950.907,07 €

Compte de résultats	CHARGES (C)	PRODUITS (P)	RESULTAT (P-C)
Résultat courant	11.912.971,64	12.472.531,64	559.560,00
Résultat d'exploitation (1)	13.883.261,07	14.218.551,24	335.290,17
Résultat exceptionnel (2)	1.110.918,34	1.715.669,74	604.751,40
Résultat de l'exercice (1+2)	14.994.179,41	15.934.220,98	940.041,57

	Ordinaire	Extraordinaire
Droits constatés (1)	12.639.271,38 €	6.847.883,95 €
Non Valeurs (2)	44.112,39 €	0,00 €
Engagements (3)	12.488.678,15 €	6.018.800,36 €
Imputations (4)	12.431.856,43 €	2.800.227,05 €
Résultat budgétaire (1 – 2 – 3)	106.480,84 €	829.083,59 €
Résultat comptable (1 – 2 – 4)	163.302,56 €	4.047.656,90 €

Art. 2

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

5. Finances – Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire avec les « queues » d'emprunts et subsides inutilisés - **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles 1311-1 et 1331-3 ;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le Règlement Général sur la comptabilité communale, notamment les articles 27 ;

Vu la circulaire budgétaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne ;

Vu les éléments dégagés comme suit :

<i>Ouverture de crédit</i>	<i>Dénomination/ libellé</i>	<i>Montant</i>
Vente petit module préfabriqué - classe modulaire		1.500,00 €
	Article budgétaire : 06002/95551.2017	
Double emploi entre des emprunts (D1688 et D1715) et le subside pour les travaux de réfection trottoirs rue des Masnuy et l'Avenue Chant des Oiseaux:		
	Article budgétaire : 060/95551.2016 (n° de projet 20120010)	
	Article budgétaire : 421/96251.2016 (n° de projet 20120010)	97.318,08 €
Total		98.818,08 €

Attendu qu'un montant de 98.818,08 € peut être affecté, avec discernement, au fonds de réserve extraordinaire pour couvrir des dépenses extraordinaires ;

Attendu que le service extraordinaire présente une situation active suite à des « queues » d'emprunts et subsides inutilisés, et que ces éléments pourraient constituer un fonds de réserve extraordinaire affecté à la couverture de dépenses extraordinaires ;

Attendu qu'il est demandé d'en dégager les éléments constitutifs réellement disponibles ;

Attendu que la Commune souhaite utiliser ce solde pour couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au Budget communal 2017 et en voie de modification budgétaire n°1, et qu'il est demandé au Conseil Communal d'approuver l'affectation des montants non utilisés des emprunts pour constituer un fonds de réserve ;

Sur proposition du Collège Communal, il est demandé au Conseil communal d'affecter un montant de 98.818,08 € au vu de constituer un fonds de réserve extraordinaire pour couvrir les dépenses extraordinaires inscrites au budget 2017 et aux modifications budgétaires.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1 : ***D'affecter le solde des queues d'emprunts et subsides inutilisés repris ci-avant dans la présente résolution pour constituer un fonds de réserve extraordinaire au vu de couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au budget 2017 et en voie de modification budgétaire n°1.***

Article 2 : De transmettre des exemplaires de la présente délibération aux autorités de tutelle générale, conformément aux décrets applicables, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier.

6. Finances – Modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire du Budget communal 2017– approbation

Le Président du CPAS, en charge des Finances, présente la Modification budgétaire n°1, services ordinaire et extraordinaire, de l'exercice 2017.

A la fin de sa présentation, Monsieur Delhaye l'interroge sur le projet portant sur l'organisation de promenades à cheval. La Présidente lui répond.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

7. Finances – Marché public des emprunts : mode de passation, conditions et CSCh – approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Le Conseil communal approuve les modalités de cette procédure de marché public à l'unanimité

8. Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Eloi de Jurbise - Compte 2016 - approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d’Eglise Saint-Eloi à Jurbise pour 2016, réceptionné à l’administration communale en date du 21 avril 2017, et se présentant comme suit :

Recettes : 32.822,96 €
Dépenses : 25.140,38 €
Résultat : 7.682,58 €

Vu la décision de l’Evêché de Tournai du 28 avril 2017 approuvant le compte 2016 sans aucune remarque ;

Considérant que la vérification desdits comptes n’emporte aucune remarque dans le chef de l’Administration Communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL APPROUVE, avec 16 voix « pour » et 2 « abstentions »

Le compte 2016 de la Fabrique d’Eglise Saint-Eloi à Jurbise.

9. Finances – Fabrique d’Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean - Compte 2016 - approbation

Madame Senecaut et Monsieur Delhaye interrogent le Collège communal sur l’évolution des négociations entamées avec l’Evêché de Tournai concernant la désacralisation de certaines églises et la rationalisation du nombre de Fabriques. La Présidente et le Président du CPAS leur confirment que ces discussions sont toujours en cours, mais que quoi qu’il en soit, l’église de la présente Fabrique n’est pas visée par ces discussions.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d’Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean pour 2016, réceptionné à l’administration communale en date du 20 avril 2017, et se présentant comme suit :

Recettes : 29.173,67 €
Dépenses : 12.023,43 €
Résultat : 17.150,24 €

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 27 avril 2017 approuvant le compte 2016 sans aucune remarque ;

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL APPROUVE, avec 16 voix « pour » et 2 « abstentions »

Le compte 2016 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean.

10. Finances – Eglise Protestante de Baudour-Herchies à Baudour - Compte 2016 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies à Baudour pour 2016, réceptionné à l'administration communale en date du 4 mai 2017, et se présentant comme suit :

Recettes : 41.060,03 €
Dépenses : 39.480,04 €
Résultat : 1.579,99 €

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL APPROUVE, avec 16 voix « pour » et 2 « abstentions »

Le compte 2016 de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies à Baudour.

11. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire le 30 mai 2017 de la S.W.D.E. – ordre du jour – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant l'affiliation de la commune à l'intercommunale SWDE ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale de l'Intercommunale le 30 mai 2017 par courrier daté du 26 avril 2017 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale SWDE par le délégué désigné représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié au délégué représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale SWDE du 30 mai 2017 ;

Considérant que l'article 30.2 des statuts dispose que les délégués de chaque Commune rapportent, chaque fois que le Conseil communal se prononce au sujet des points portés à l'ordre du jour de ladite Assemblée, la proportion des votes intervenus sein de leur Conseil communal ;

Qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux commissaires ainsi que pour ce qui est des questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.

Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale, à savoir :

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 2016 ;
2. Rapport du Conseil d'administration ;
3. Rapport du Collège des commissaires aux comptes ;
4. Approbation des bilan, compte de résultats et annexes au 31 décembre 2016 ;
5. Décharge aux administrateurs et au Collège des commissaires aux comptes.

Considérant que la Commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'Intercommunale ;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale SWDE du 30 mai 2017 qui nécessitent un vote. L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 2016 ;
2. Rapport du Conseil d'administration ;
3. Rapport du Collège des commissaires aux comptes ;
4. Approbation des bilan, compte de résultats et annexes au 31 décembre 2016 ;
5. Décharge aux administrateurs et au Collège des commissaires aux comptes.

Article 2. : De charger le délégué à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal, et de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale SWDE ainsi qu'aux intéressés

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 7 mai 2013 portant sur la désignation de cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de la société de logement de service public « Haute Senne Logement » ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale de la société le 02 juin 2017 par lettre datée du 15 mai 2017 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de la société par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée générale de la société de logement de service public « Haute Senne Logement » ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale suivants :

1. Formation du bureau – Désignation des scrutateurs
2. Remplacement d'un administrateur pour la circonscription territoriale d'Enghien – Décision.
3. Cession de parts sociales- Ratification.
4. Lecture et examen du rapport de gestion.
5. Lecture et examen des comptes.
6. Lecture du rapport du Commissaire.
7. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016.
8. Décharge à donner au Commissaire.
9. Décharge à donner aux Administrateurs.
10. Désignation d'un Commissaire Réviseur – Ratification ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la société de logement de service public « Haute Senne Logement » du 02 juin 2017 qui nécessitent un vote.

Article 2 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 3 :- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 4 : de transmettre la présente délibération à la société de logement de service public «Haute Senne Logement ».

13. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire le 22 juin 2017 de ORES ASSETS – ordre du jour – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Attendu qu'en date du 31 décembre 2013, l'association intercommunale ORES Assets a été constituée suite à la fusion des intercommunales IDEG, IEH, IGH, INTEREST, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL, et que cette association, soumise à la législation relative aux intercommunales, a pris la forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée (SCRL) ;

Considérant l'affiliation de la commune à l'association intercommunale ORES Assets ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale de l'Intercommunale le 22 juin 2017 par courrier daté du 8 mai 2017 ;

Considérant que les délégués de la Commune à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal parmi ses membres, proportionnellement à la composition du dit Conseil et que le nombre de délégués de chaque Commune est fixé cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que l'article 30.2 des statuts dispose que :

- Les délégués de chaque Commune rapportent, chaque fois que le Conseil communal se prononce au sujet des points portés à l'ordre du jour de ladite Assemblée, la proportion des votes intervenus sein de leur Conseil communal ;
- En ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux commissaires ainsi que pour ce qui est des questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée :

1. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016 ;
 - Présentation des comptes ;
 - Présentation du rapport du réviseur ;
 - Approbation des comptes annuels d'ORES Assets arrêtés au 31 décembre 2016, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférent et d'affection du résultat ;
 - Approbation des comptes annuels considérés consolidés d'ORES arrêtés au 31 décembre 2016, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférents ;

2. Décharge aux administrateurs pour l'année 2016 ;
3. Décharge aux réviseurs pour l'année 2016 ;
4. Rapport annuel 2016 – Présentation et échanges ;
5. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste désassociés ;
6. Modifications statutaires ;
7. Nominations statutaires.

Considérant que les modifications statutaires comprennent la modification du terme statutaire de l'intercommunale, porté à 2045 ; qu'outre l'approbation des modifications statutaires, et dans le respect de l'autonomie locale, chaque commune est appelée à se prononcer individuellement sur l'extension de son affiliation au sein de l'intercommunale et ainsi décider, ou non, de participer à cette prorogation ;

Considérant que la Commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'Intercommunale ;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association intercommunale ORES Assets du 22 juin 2017 qui nécessitent un vote. L'ordre du jour est le suivant :

1. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016 ;
 - Présentation des comptes ;
 - Présentation du rapport du réviseur ;
 - Approbation des comptes annuels d'ORES Assets arrêtés au 31 décembre 2016, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférent et d'affection du résultat ;
 - Approbation des comptes annuels considérés consolidés d'ORES arrêtés au 31 décembre 2016, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférents ;
2. Décharge aux administrateurs pour l'année 2016 ;
3. Décharge aux réviseurs pour l'année 2016 ;
4. Rapport annuel 2016 – Présentation et échanges ;
5. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste désassociés ;
6. Modifications statutaires ;
7. Nominations statutaires.

Article 2. : D'approuver l'extension jusqu'en 2045 de l'affiliation de la Commune à l'intercommunale ORES Assets ;

Article 3. : De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal, et de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale ORES Assets ainsi qu'aux intéressés.

14. **Secrétariat** – Plan de Cohésion sociale : validation formelle du PCS 2014-2019 à la demande du Service Public de Wallonie – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en sa séance du 05 novembre 2013, du formulaire relatif à l'adhésion de la Commune de Jurbise au projet de Plan de Cohésion Sociale 2014-2019 et l'approbation du formulaire modifié, lors de la séance du Conseil Communal en date du 25 mars 2014, suite aux remarques du Gouvernement formulées le 12 décembre 2013 pour une adaptation du contenu projet PCS 2014-2019;

Vu l'acceptation par le Gouvernement wallon, par un courrier du 22 avril 2014, du Plan de Cohésion Sociale de la Commune de Jurbise ;

Attendu qu'un courrier relatif à l'encodage dans le formulaire électronique SpiralPCS, a été envoyé au Collège communal en date du 10 février 2017 afin d'y effectuer des mises à jour ;

Attendu que la version définitive du Plan, encodée et signée numériquement par les autorités communales, permettra de garantir la prise en compte des dépenses engagées dans la cadre du dispositif ;

Vu la nécessité de renvoyer, après approbation par le Conseil communal, au SPW – Direction interdépartementale de la Cohésion sociale – Secrétariat général, Place Joséphine Charlotte 2 à 5100 Jambes, le formulaire électronique SpiralPCS validé ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1. – D'approuver la version définitive encodée et validée, dans le SpiralPCS, du Plan de cohésion sociale 2014-2019.

Article 2. – De faire parvenir au SPW un exemplaire de la présente délibération.

- 15. Culture** – Représentation aux instances de la Maison du Tourisme de la Région de Mons. Réforme des Maisons du Tourisme : approbation ministérielle des nouveaux statuts de l’A.S.B.L. Maison du Tourisme de la Région de Mons dont fait partie la Commune de Jurbise en qualité de membre associé. Désignation d’un délégué communal à l’Assemblée Générale de l’Association – **décision**

L’Echevine de la Culture, au nom du Collège communal propose la désignation de Monsieur Jean-Pierre Hallot en tant qu’Administrateur.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l’ASBL « Maison du Tourisme de Mons»;

Vu les nouveaux statuts de l’ASBL adaptés sur base de la réforme des Maisons du Tourisme ;

Vu la reconnaissance de la Maison du Tourisme de Mons en qualité d’« Organisme Touristique » à dater du 1^{er} avril 2017 en application des articles 32 à 45 du Code wallon du Tourisme, Livre I ;

Vu la lettre du 28 avril 2017 de l’ASBL « Maison du Tourisme de Mons », sollicitant la désignation d’un délégué au sein de l’Assemblée Générale de l’Association ;

Considérant qu’il y a lieu, suite aux nouvelles dispositions, de désigner un délégué communal à l’Assemblée Générale de l’Association conformément à l’Article IV des nouveaux statuts de l’ASBL « Maison du Tourisme de Mons » ;

Attendu que la candidature de Mr HALLOT Jean-Pierre est proposée en qualité de délégué au sein de l’Assemblée générale de l’Association ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE avec 14 voix « pour » et 4 abstentions :

Art.1^{er} : De désigner Mr HALLOT Jean-Pierre, conseiller communal de la Commune de Jurbise, comme délégué communal représentant la Commune de Jurbise au sein de l’Assemblée Générale de l’ASBL « Maison du Tourisme de Mons ».

Art. 2. : Un extrait de la présente délibération sera transmis à l’ASBL « Maison du Tourisme de Mons » pour disposition.

16. Travaux – Elaboration du projet d'aménagement des installations d'éclairage du futur parking communal (Gare de Jurbise) en domaine public - décision de principe –
approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu l'article 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, spécialement son article 3, §2 ;

Vu les articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'en vertu de l'article 18,1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant que la Commune de Jurbise a le projet d'établir un parking communal à proximité immédiate de la Gare de Jurbise, parking qu'il sera nécessaire de pourvoir des dispositifs d'éclairage en nombre suffisant afin d'assurer la sécurité et le confort des usagers ;

Considérant qu'en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la Commune est affiliée, celle-ci s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la Commune doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant qu'ORES ASSETS assure ces prestations (études, en ce compris l'élaboration des documents du marché, l'élaboration du rapport d'attribution, le contrôle du chantier et l'établissement du décompte) au taux de 16,5% ;

Considérant la volonté de la Commune de Jurbise d'exécuter un investissement au niveau de l'éclairage public, d'accroître la sécurité des usagers et d'améliorer la convivialité des lieux ;

Considérant l'offre de prix transmise par ORES ASSETS, en date du 5 avril 2017, pour la réalisation des travaux nécessaires à l'installation des dispositifs d'éclairage sur le futur parking communal à proximité immédiate de la Gare de Jurbise, offre de prix s'élevant à un montant provisoire de 39.007,56 € HTVA ou 47.199,15 € TVAC ;

Considérant qu'ORES ASSETS sollicite une prise de position officielle du Conseil communal de Jurbise afin d'initier l'élaboration d'une étude détaillée et définitive sur le présent projet ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 21 avril 2017 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 424/72160 :20170011 ;

Sur proposition du Collège communal ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'élaborer, par l'intermédiaire d'ORES ASSETS, un projet d'aménagement des installations d'éclairage public du futur parking communal qui sera construit aux abords immédiats de la Gare de Jurbise, pour un budget estimé provisoirement à 39.007,56 € HTVA ou 47.199,15 € TVAC.

Article 2 : de confier à ORES ASSETS, en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des dispositions statutaires, l'ensemble des prestations de service liées à l'élaboration et à la bonne exécution du projet, soit :

- la réalisation des études requises pour l'élaboration de l'avant-projet et du projet, en ce compris l'établissement du cahier spécial des charges et des documents (plans, annexes, avis de marché, modèle d'offre), l'assistance au suivi des procédures préalables à l'attribution, notamment les éventuelles publications ou consultations et l'analyse des offres du marché de fourniture du matériel d'éclairage public ;
- l'établissement d'une estimation du montant des fournitures et des travaux de pose requis pour l'exécution du projet ;
- l'assistance à l'exécution et à la surveillance du/des marchés de fournitures et de travaux de pose ainsi que les prestations administratives liées à ceux-ci, notamment les décomptes techniques et financiers ;

Article 3 : pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale des marchés.

Article 4 : que les documents repris à l'article 2 ci-dessus devront parvenir à la Commune de Jurbise dans un délai de 20 jours ouvrables pour l'avant-projet à dater de la notification faite de la présente délibération à ORES ASSETS et de la transmission des informations relatives aux modifications de voiries, le cas échéant, et dans un délai de 35 jours ouvrables pour le projet à dater de la réception de l'accord de l'Administration communale sur tous les documents constituant l'avant-projet. Les délais de 20 et 35 jours fixés ci-avant prendront cours à compter du lendemain de l'envoi postal (la date de la poste faisant foi) ou de la réception par fax des documents ci-dessus évoqués.

Article 5 : de prendre en charge les frais exposés par ORES ASSETS dans le cadre de ses prestations (études, assistance technico-administrative, vérification et contrôle des décomptes techniques et financiers, ...). Ces frais seront facturés par ORES ASSETS au taux de 16,5% appliqué sur le montant total du projet majoré de la TVA.

Article 6 : de charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

Article 7 : de financer ces prestations par le crédit inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 424/72160 :20170011.

Article 8 : de transmettre un exemplaire de la présente délibération à ORES ASSETS ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour suites voulues.

17. Travaux – Elaboration du projet d'aménagement des installations d'éclairage du parcours VITA du parc communal en domaine public - décision de principe –
approbation

Monsieur Delbaye demande des explications sur le concept d'éclairage dynamique. La Présidente lui répond.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu l'article 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, spécialement son article 3, §2 ;

Vu les articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'en vertu de l'article 18,1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant que la Commune de Jurbise a le projet de pourvoir de dispositifs d'éclairage en nombre suffisant, le parcours VITA situé à l'arrière du parc communal, et ce afin de permettre son utilisation par la population en toute sécurité et dans un confort d'usage maximal ;

Considérant qu'il est envisagé de prévoir des dispositifs reposant sur le procédé de l'éclairage dynamique, présentant le double avantage d'assurer un éclairage précis et ciblé en fonction de l'usage du parcours VITA, mais également une économie d'énergie et une limitation des dépenses énergétiques ;

Considérant qu'en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la Commune est affiliée, celle-ci s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la Commune doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant qu'ORES ASSETS assure ces prestations (études, en ce compris l'élaboration des documents du marché, l'élaboration du rapport d'attribution, le contrôle du chantier et l'établissement du décompte) au taux de 16,5% ;

Considérant la volonté de la Commune de Jurbise d'exécuter un investissement au niveau de l'éclairage public, d'accroître la sécurité des usagers et d'améliorer la convivialité des lieux ;

Considérant l'offre de prix transmise par ORES ASSETS, en date du 3 avril 2017, pour la réalisation des travaux nécessaires à l'installation de dispositifs d'éclairage dynamique sur le parcours VITA du parc communal, offre de prix s'élevant à un montant provisoire de 57.967,03 € HTVA ou 70.140,11 € TVAC ;

Considérant qu'ORES ASSETS sollicite une prise de position officielle du Conseil communal de Jurbise afin d'initier l'élaboration d'une étude détaillée et définitive sur le présent projet ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 21 avril 2017, obtenu en date du 18 mai 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 764/72360:20170022 ;

Considérant que des crédits supplémentaires seront inscrits en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017 ;

Sur proposition du Collège communal ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'élaborer, par l'intermédiaire d'ORES ASSETS, un projet d'aménagement des installations d'éclairage public du futur parking communal qui sera construit aux abords immédiats de la Gare de Jurbise, pour un budget estimé provisoirement à 57.967,03 € HTVA ou 70.140,11 € TVAC.

Article 2 : de confier à ORES ASSETS, en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des dispositions statutaires, l'ensemble des prestations de service liées à l'élaboration et à la bonne exécution du projet, soit :

- la réalisation des études requises pour l'élaboration de l'avant-projet et du projet, en ce compris l'établissement du cahier spécial des charges et des documents (plans, annexes, avis de marché, modèle d'offre), l'assistance au suivi des procédures préalables à l'attribution, notamment les

éventuelles publications ou consultations et l'analyse des offres du marché de fourniture du matériel d'éclairage public ;

- l'établissement d'une estimation du montant des fournitures et des travaux de pose requis pour l'exécution du projet ;
- l'assistance à l'exécution et à la surveillance du/des marchés de fournitures et de travaux de pose ainsi que les prestations administratives liées à ceux-ci, notamment les décomptes techniques et financiers ;

Article 3 : pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale des marchés.

Article 4 : que les documents repris à l'article 2 ci-dessus devront parvenir à la Commune de Jurbise dans un délai de 20 jours ouvrables pour l'avant-projet à dater de la notification faite de la présente délibération à ORES ASSETS et de la transmission des informations relatives aux modifications de voiries, le cas échéant, et dans un délai de 35 jours ouvrables pour le projet à dater de la réception de l'accord de l'Administration communale sur tous les documents constituant l'avant-projet. Les délais de 20 et 35 jours fixés ci-avant prendront cours à compter du lendemain de l'envoi postal (la date de la poste faisant foi) ou de la réception par fax des documents ci-dessus évoqués.

Article 5 : de prendre en charge les frais exposés par ORES ASSETS dans le cadre de ses prestations (études, assistance technico-administrative, vérification et contrôle des décomptes techniques et financiers, ...). Ces frais seront facturés par ORES ASSETS au taux de 16,5% appliqué sur le montant total du projet majoré de la TVA.

Article 6 : de charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

Article 7 : de financer ces prestations par le crédit inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 764/72360:20170022. Des crédits supplémentaires seront inscrits en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017.

Article 8 : de transmettre un exemplaire de la présente délibération à ORES ASSETS ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour suites voulues.

**18. Travaux – Campagne ORES de remplacement des appareils d'éclairage HgHP –
Phase 3 – Participation communale au financement de la campagne – approbation**

Monsieur Breuse fait remarquer que ces travaux de remplacement de luminaires ont déjà commencé. La Président lui confirme que ces travaux ont effectivement débuté sur le territoire d'Herchies, visé par la première phase des travaux.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le courrier du 10 avril 2017 de l'Intercommunale ORES Assets, sise avenue Jean Monnet 2 à 1348 Louvain-la-Neuve, qui fait suite à une présentation réalisée dans les locaux de l'Administration communale le 17 juin 2016, et par lequel l'Intercommunale propose à la Commune de procéder à une campagne de remplacement des appareils d'éclairage disposant de lampes vapeur de mercure haute pression, autrement dénommés « HgHP », par des luminaires disposant de lampes Led « dimmables » ;

Considérant qu'à travers ce même courrier, l'Intercommunale propose d'entamer une troisième phase de la campagne de remplacement, portant sur 96 points lumineux répartis sur l'entité d'Erbisoeul ;

Considérant que le montant total de l'investissement pour la réalisation de cette troisième phase de la campagne s'élève à 48.505,77 €, et que le plafond de financement fixé par ORES s'élève à 24.000,00 € ;

Considérant que le mode de financement de cette campagne repose notamment sur une prise en charge partielle de l'investissement requis par ORES Assets, en sa qualité de gestionnaire de réseau de distribution d'électricité au titre d'obligation de service public ;

Considérant que cette prise en charge par ORES Assets, fixée à 24.000,00 €, est justifiée par les obligations de l'Intercommunale en matière d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, et qu'elle sera intégrée aux tarifs d'utilisation du réseau ;

Considérant que le solde de l'investissement sera à charge de la Commune, et sera préfinancé par ORES Assets par le biais d'une ouverture de crédit à taux zéro par la Société Wallonne pour la gestion d'un financement alternatif (SOWAFINAL) à concurrence d'un montant maximal de 245 € par luminaire ;

Considérant par conséquent qu'il est proposé au Conseil communal de marquer son accord quant au mode de financement proposé, ainsi que sur les modalités de remboursement du préfinancement SOWAFINAL en dix annuités de 2.352,00 € chacune, soit un montant total d'investissement communal de 23.520,00 €, montant auquel s'ajoute le solde des travaux dépassant le plafond de financement du projet, à savoir 985,77 € ;

Considérant qu'il est proposé de prévoir les voies et moyens nécessaires en modification budgétaire n° 1 du service extraordinaire de l'exercice 2017 du Budget communal ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 18 avril 2017, obtenu le 03 mai 2017, et qu'il s'avère positif ;

Sur proposition du Collège communal, en séance du 24 avril 2017 ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - De marquer son accord sur la proposition d'ORES Assets quant à la réalisation de la phase 3 de la campagne de remplacement des appareils d'éclairage disposant de lampes « HgHP », par des luminaires disposant de lampes Led « dimmables ».

Article 2. - De marquer son accord sur le mode de financement proposé par l'Intercommunale, et par conséquent sur la prise en charge, par la Commune, d'un montant de 23.520,00 € qui sera remboursé à l'Intercommunale ORES Assets par le biais de 10 annuités d'un montant de 2.352,00 €. A ce montant, s'ajoutera celui de 985,77 €, qui représente le solde des travaux dépassant le plafond de

financement du projet, et qui sera payé par la Commune dès la fin des travaux. Le montant total de l'investissement communal s'élève par conséquent à 24.505,77 €.

Article 3. - De financer cet investissement par des voies et moyens qui seront inscrits en modification budgétaire n°2 du service extraordinaire de l'exercice 2017 du Budget communal.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à l'Intercommunale ORES Assets, sise avenue Jean Monnet 2 à 1348 Louvain-la-Neuve, pour suites voulues.

**19. Travaux – Campagne ORES de remplacement des appareils d'éclairage HgHP –
Phase 4 – Participation communale au financement de la campagne – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le courrier du 10 avril 2017 de l'Intercommunale ORES Assets, sise avenue Jean Monnet 2 à 1348 Louvain-la-Neuve, qui fait suite à une présentation réalisée dans les locaux de l'Administration communale le 17 juin 2016, et par lequel l'Intercommunale propose à la Commune de procéder à une campagne de remplacement des appareils d'éclairage disposant de lampes vapeur de mercure haute pression, autrement dénommés « HgHP », par des luminaires disposant de lampes Led « dimmables » ;

Considérant qu'à travers ce même courrier, l'Intercommunale propose d'entamer une quatrième phase de la campagne de remplacement, portant sur 299 points lumineux répartis sur les entités d'Erbiseoul, de Jurbise, de Masnuy St Jean et Masnuy St Pierre ;

Considérant que le montant total de l'investissement pour la réalisation de cette quatrième phase de la campagne s'élève à 153.888,62 € et que le plafond de financement fixé par ORES s'élève à 74.750,00 € ;

Considérant que le mode de financement de cette campagne repose notamment sur une prise en charge partielle de l'investissement requis par ORES Assets, en sa qualité de gestionnaire de réseau de distribution d'électricité au titre d'obligation de service public ;

Considérant que cette prise en charge par ORES Assets, fixée à 74.750,00 €, est justifiée par les obligations de l'Intercommunale en matière d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, et qu'elle sera intégrée aux tarifs d'utilisation du réseau ;

Considérant que le solde de l'investissement sera à charge de la Commune, et sera préfinancé par ORES Assets par le biais d'une ouverture de crédit à taux zéro par la Société Wallonne pour la gestion d'un financement alternatif (SOWAFINAL) à concurrence d'un montant maximal de 245 € par luminaire ;

Considérant par conséquent qu'il est proposé au Conseil communal de marquer son accord quant au mode de financement proposé, ainsi que sur les modalités de remboursement du préfinancement SOWAFINAL en dix annuités de 7.325,50 € chacune, soit un montant total d'investissement communal de 73.255,00 €, montant auquel s'ajoute le solde des travaux dépassant le plafond de financement du projet, à savoir 5.883,62 € ;

Considérant qu'il est proposé de prévoir les voies et moyens nécessaires en modification budgétaire n° 1 du service extraordinaire de l'exercice 2017 du Budget communal ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 18 avril 2017, obtenu le 03 mai 2017, et qu'il s'avère positif ;

Sur proposition du Collège communal, en séance du 24 avril 2017 ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - De marquer son accord sur la proposition d'ORES Assets quant à la réalisation de la phase 4 de la campagne de remplacement des appareils d'éclairage disposant de lampes « HgHP », par des luminaires disposant de lampes Led « dimmables ».

Article 2. - De marquer son accord sur le mode de financement proposé par l'Intercommunale, et par conséquent sur la prise en charge, par la Commune, d'un montant de 73.255,00 € qui sera remboursé à l'Intercommunale ORES Assets par le biais de 10 annuités d'un montant de 7.325,50 €. A ce montant, s'ajoutera celui de 5.883,62 €, qui représente le solde des travaux dépassant le plafond de financement du projet, et qui sera payé par la Commune dès la fin des travaux. Le montant total de l'investissement communal s'élève par conséquent à 79.138,62 €.

Article 3. - De financer cet investissement par des voies et moyens qui seront inscrits en modification budgétaire n° 1 du service extraordinaire de l'exercice 2017 du Budget communal.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à l'Intercommunale ORES Assets, sise avenue Jean Monnet 2 à 1348 Louvain-la-Neuve, pour suites voulues.

20. Urbanisme – permis d'urbanisme pour constructions groupées, rue de Montignies à Masnuy-Saint-Pierre, section A n°250 n, 250 p et 205 r – modification de la voirie communale – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu la demande introduite le 10 mars 2017 par Monsieur Puzzo pour le compte de la société AB& P Project et relative à un projet de permis d'urbanisme sur le terrain sis rue de Montignies à 7050 Masnuy-Saint-Pierre et cadastré Section A n°250 n, 250 p et 250 r ;

Vu le projet porte sur la construction de quatre habitations et la modification de la voirie communale ;

Vu la loi du 29 mars 1962, organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974 et 28 juillet 1976 ;

Vu l'article L1122-17 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu que le projet s'inscrit dans une zone d'habitat à caractère rural au Plan de secteur;

Vu que le projet s'inscrit en zone d'habitat de centre de village au Schéma de Structure Communal ;

Considérant que conformément au décret du 06/02/2014 relatif à la voirie communale une enquête publique portant sur la modification d'un tronçon de voirie communale a été réalisée du 11 avril 2017 au 25 avril 2017;

Vu l'arrêté royal du 6 février 1971, modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 1977 sur l'instruction de la publicité des demandes de permis de bâtir, notamment l'article 6;

Attendu qu'à la suite de la publicité visée aux articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 6 février 1971, modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 1997, les deux principaux riverains du projet ont émis des remarques ;

Considérant que celles-ci portent sur le fait que le câble de téléphone se trouve à une faible profondeur dans l'accotement qui longe la parcelle, que des canalisations de gaz et des câbles hautes tension passent également à une faible profondeur dans l'accotement qui longe la parcelle, que la toiture des bâtiments à démolir est constituée d'anciennes plaques en Eternit et qu'un risque de contamination à l'amiante est à craindre si toutes les précautions ne sont pas prises par l'entrepreneur durant les travaux.

Considérant que l'avis du Commissaire voyer a été sollicité sur les aménagements de voirie et celui-ci réceptionné en date du 11 avril 2017 est favorable conditionnel et fixe les charges qu'il convient d'imposer au demandeur en matière d'équipements de voirie;

Vu l'engagement, reçu en date du 26 avril 2017, du Maître d'œuvre de rétrocéder à titre gratuit à la commune les équipements de voirie préconisés par le Commissaire voyer ;

Considérant que cette rétrocession ne pourra intervenir qu'à titre gratuit, après réception définitive des travaux et sur la base d'un plan de délimitation à fournir par le demandeur renseignant les nouvelles limites de voirie ;

Considérant que l'avis, daté du 3 mai 2017, de la C.C.A.T.M. sur le projet est favorable;

Vu la décision du Collège communal, en sa séance du 16 mai 2017, de remettre un avis préalable favorable conditionnel sur la demande, tenant compte du strict respect des conditions émises par le Hainaut Ingénierie Technique et des remarques de sécurité émises par les riverains lors de l'enquête publique, et de soumettre la demande de permis d'urbanisme à la décision du Conseil communal compétent pour toute création, modification ou suppression de voiries communales ou vicinales.

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de permis d'urbanisme dont objet à condition:

- de respecter les conditions émises par le Hainaut Ingénierie Technique ;
- de tenir compte des remarques de sécurité émises par les riverains;

Article 2 : De transmettre un exemplaire de la présente décision au Fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain et à son mandataire, auteur de projet.

21. Divers – Motion proposée par le Groupe PS, adressée au Gouvernement fédéral et exigeant le maintien de la Justice de Paix d'Enghien-Lens (siège de Lens) – **adoption**

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut présente cette motion.

Pour la majorité, la Présidente lui répond avoir reçu le Juge de paix et plusieurs avocats de l'arrondissement afin d'aborder avec eux cette problématique, et avoir également interpellé le Premier Ministre et le Ministre de la Justice en sa qualité de députée-bourgmestre. Au même titre que Madame Senecaut, elle estime qu'une fois de plus, ce sont les communes rurales qui seront essentiellement impactées par cette réforme, comme ce fut déjà le cas avec la réforme de la Protection civile.

La Présidente précise que la majorité votera cette motion à la condition que trois amendements y soient apportés :

- *Un paragraphe serait ajouté, traitant de l'augmentation du nombre d'habitants par canton si la réforme, telle que prévue, venait à être concrétisée;*
- *Un paragraphe sollicitant une réduction moins lourde du nombre de cantons en Hainaut serait ajouté, plus précisément dans la partie de la motion reprenant les décisions et demandes soumises à travers la motion ;*
- *Dans cette même partie, une adaptation du dernier paragraphe serait réalisée, afin de remplacer le terme « MR » par les termes « Conseil communal », la démarche qui serait ici soutenue devant l'être au nom du Conseil, et non au nom d'un parti non représenté au sein de la présente assemblée. Les mots « et de la commune de Jurbise » devraient également être ajoutés après les mots « commune de Lens » à la fin du premier paragraphe de cette partie.*

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut exprime son accord sur ces propositions d'amendements, à l'exception de celui par lequel le terme « MR » serait remplacé par les termes « Conseil communal », estimant que le MR est représenté à Jurbise au même titre qu'au Gouvernement fédéral.

La Présidente lui répond que ce n'est pas le MR, mais bien la Liste du Bourgmestre qui est représentée au sein de la présente assemblée, et que cette motion ne sera pas votée sans ces amendements.

Sous réserve de la prise en considération des trois amendements déposés par la majorité, le Conseil communal adopte la motion suivante à l'unanimité et décide de son envoi au Gouvernement fédéral :

MOTION ADRESSEE AU GOUVERNEMENT FEDERAL EXIGEANT LE MAINTIEN DE LA JUSTICE DE PAIX d'ENGHIEN -LENS (siège de LENS)

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Considérant que le SPF Justice a engagé un processus de rationalisation des cantons judiciaires, sièges des Justices de Paix ;

Considérant qu'après une première phase en cours ayant pour objet de supprimer plusieurs sièges de Justices de Paix et une seconde phase future de fusion de certains cantons judiciaires, il entre dans les intentions du SPF Justice de redessiner lors d'une troisième phase la carte des cantons judiciaires ;

Considérant qu'il apparaît que lors de la troisième phase de la rationalisation, les deux sièges de la Justice de Paix d'Enghien –Lens seront purement et simplement supprimés ;

Considérant que la Justice de Paix joue un rôle de première importance dans la vie des citoyens ;

Considérant que cette juridiction dont les compétences viennent d'être modifiées en septembre 2014, est la plus proche des citoyens traitant de questions très quotidiennes comme les conflits de voisinage, le recouvrement des créances des distributeurs d'eau, de gaz, de téléphonie et d'électricité, les réclamations vis-à-vis d'un entrepreneur, le surendettement, la collocation des personnes démentes, les problèmes de bail...

Considérant que la Justice de Paix était auparavant compétente pour toutes les affaires n'excédant pas un montant de 1.860,00 € mais que ce montant a été porté à 2.500,00 € ce qui augmente encore l'importance des cas traités ;

Amendement 1 : Considérant qu'une réduction à 21 cantons en Hainaut augmenterait la taille moyenne de ceux-ci de 9,52% en passant de 58.163 à 63.702 habitants par canton. En cas de réduction à 20 cantons, la taille moyenne augmenterait de 15% pour atteindre 66.887 habitants par canton ;

Considérant que la justice de proximité joue également un rôle dans la confiance qui peut être renforcée voire restaurée dans le chef des justiciables à l'égard de l'institution "justice" ;

Considérant que les Justices de Paix traitent plus de 50 % des dossiers traités par la justice ;

Affirmant que la Justice de Paix du Canton d'Enghien-Lens ne connaît aucun arriéré et fonctionne de manière efficace nonobstant le manque flagrant de moyens (la Justice de Paix fonctionne avec 4 membres de personnel et attend depuis novembre 2015 un greffier !) ;

Regrettant la décision unilatérale, arbitraire et injustifiée du gouvernement fédéral de supprimer purement et simplement la justice de Paix d'Enghien-Lens (sièges de Lens et Enghien) ;

Considérant la nécessité d'assurer à la population un service accessible de proximité ;

Considérant qu'il est dès lors primordial de maintenir une Justice de Paix à Lens, soit dans une zone rurale comme Jurbise, zone qui a déjà été touchée par la disparition de certains services de proximité ;

Considérant que les justiciables en cas de disparition de leur Justices de Paix devront parcourir plus de kilomètres ; En effet, les habitants de Jurbise devraient se rendre à la Justice de Paix de Mons ;

Considérant que la disparition de la Justice de Paix constitue un nouveau frein à l'accès à la justice pour bon nombre de citoyens d'autant plus lorsque ceux-ci se retrouvent dans des zones rurales ; que les dernières réformes qui ont affecté la justice constituent déjà un frein à son accès ;

Considérant qu'il y a lieu de constater que beaucoup de citoyens ne peuvent plus se permettre de faire choix d'un avocat, que les règles de l'assistance judiciaire ayant été revues, beaucoup de justiciables ne peuvent plus se voir désigner un avocat ;

Considérant que ce sont les justiciables les plus démunis qui se verront impactés au premier chef par la disparition de cette Justice de Paix ;

Considérant en outre que les Justices de Paix qui devront recevoir les nouvelles compétences territoriales vont voir se créer un arriéré judiciaire important alors qu'il n'existe pas actuellement devant ces juridictions, ne pouvant pas absorber un nombre aussi important de dossier

Réaffirmant enfin sa solidarité avec les employés de la Justice de Paix d'Enghien-Lens ;

Considérant que toutes ces raisons démontrent qu'il est de l'intérêt de la population de la commune de Jurbise et de la Justice de voir maintenu le siège de la Justice de Paix à Lens ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

De considérer que l'éventuelle suppression du siège de Lens de la Justice de Paix d'Enghien-Lens telle qu'elle est envisagée à terme dans le cadre de la rationalisation des tribunaux de proximité mise en œuvre par le SPF Justice, est de nature à compromettre l'exercice d'une justice de proximité et d'amoindrir le service à la population, et en particulier de préjudicier les justiciables de la commune de Lens (amendement 3) et de Jurbise ;

Amendement 2 : De considérer que si le Ministre maintient sa décision de rationaliser les cantons judiciaires, il faudra viser une réduction moins lourde passant de 3 cantons à 2 cantons dans la Province du Hainaut.

De considérer qu'il est de l'intérêt de la population de la commune de Jurbise de voir maintenu le siège de la Justice de Paix de Lens

D'inviter le Gouvernement à exiger du Ministre de la Justice de revenir sur sa décision de supprimer la Justice de Paix d'Enghien-Lens (siège de Lens) ;

Amendement 3 : De demander au Conseil communal d'assurer son rôle et de relayer les intérêts de notre région au Gouvernement fédéral afin qu'il appuie le maintien de cette Justice de Paix.

22. Question(s) orale(s).

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose la question suivante :

« En date du 27 avril dernier, la députée-bourgmestre Jacqueline Galant a adressé un courrier sur en-tête du parlement de Wallonie aux enfants qui allaient fêter leur communion afin de les féliciter. Si l'intention est sans doute louable, a priori, elle ne va pas sans poser question. En dehors du fait qu'il s'agit d'une violation du principe de laïcité, comment la députée-bourgmestre a-t-elle pu se procurer le listing des enfants fêtant leur communion ? Certaines personnes ne sont senties très mal à l'aise quant au fait que les autorités communales pouvaient connaître leurs convictions philosophiques, convictions qui relèvent strictement de la vie privée. »

La Présidente informe Madame Senecaut qu'il ne sera pas répondu à cette question, estimant que celle-ci n'est pas recevable au regard des articles 70 et 73 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, qui stipulent :

Article 70 - Les membres du Conseil communal ont le droit de poser, au Collège communal, des questions écrites et orales d'actualité qui relèvent de la compétence :

1° de décision du Collège ou du Conseil communal;

2° d'avis du Collège ou du Conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal.

En outre, le droit d'interpellation doit impérativement, sous peine d'irrecevabilité, porter sur une matière qui touche l'intérêt communal ou sur une matière d'intérêt mixte.

Article 73 – (...) : Seront déclarées irrecevables les questions qui ont un objet étranger à l'Administration Communale ou qui porteront atteinte à la vie privée.

Tout refus de réponse doit être dûment motivé et porté à la connaissance du conseiller communal intéressé.

La Présidente ajoute que ces courriers ont été envoyés avec du papier du Parlement wallon, et non pas de la Commune de Jurbise, que les timbres ont été payés par ses soins, que cette pratique existe depuis plusieurs années – son père l'ayant fait avant elle – et que le listing des enfants a été obtenu auprès du Doyenné de Lens.

Madame Senecaut estime que l'intérêt communal est bien réel, s'agissant d'enfants de Jurbise suivant des cours de religion dans les écoles de l'entité, et que les convictions religieuses devraient rester du registre privé.

La Présidente lui rétorque qu'un mandataire socialiste a, par le passé, eu recours à des pratiques semblables, envoyant des courriers aux citoyens pour leur anniversaire, et ce lors d'années électorales.

Madame Senecaut demande confirmation qu'elle recevra de la Présidente une motivation écrite quant à ce refus de réponse, ce à quoi la Présidente lui répond par l'affirmative.

Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose ensuite la question suivante :

« A plusieurs reprises, le groupe PS a interrogé le collège sur le litige semblant opposer des usagers et des agriculteurs par rapport à l'utilisation privative de la voie Nisole.

Aux sanctions administratives que semblait suggérer l'administration, le collège a dit préférer la négociation. Une rencontre devait se tenir avec les agriculteurs concernés. A-t-elle cette fois eu lieu ? La même voie Nisole a par ailleurs été évoquée lors de la dernière CCATM (mai 2017) avec une question relative à la pulvérisation de ses accotements. La conseillère en prévention a-t-elle pu faire toute la lumière à ce propos ? »

La Présidente apporte une première réponse globale à la question portant sur la pulvérisation des voies publiques, en exposant à l'assemblée certaines informations chiffrées fournies par la Conseillère en prévention communale. En ce qui concerne la réunion avec les agriculteurs de l'entité, la Présidente informe l'assemblée que cette réunion a finalement été planifiée au jeudi 1^{er} juin.

Monsieur Delhaye demande à la Présidente s'il existe un problème de pulvérisation relatif à la Voie Nisolle, ce à quoi la Présidente lui répond par la négative.

Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose enfin une troisième et dernière question :

« Nous sommes interpellés par notre représentation à la CCATM à propos d'un dossier de régularisation d'un abri de pêche à Herchies que la CCATM a refusé dernièrement mais que, contrairement à ce qui se passe souvent, le Collège aurait accepté. Où en est la procédure ? Dans ce dossier - déjà ancien - quels sont les éléments nouveaux éventuels qui auraient emporté l'adhésion du Collège ? »

La Présidente, après avoir rappelé le rôle consultatif, et non contraignant, de la CCATM, informe l'assemblée que tous les avis autorisés sollicités dans ce dossier se sont avérés favorables, sauf celui de la CCATM. Un rapport favorable a par conséquent été envoyé par le Collège communal au Fonctionnaire délégué, et le dossier est toujours à l'étude chez ce dernier.

Plus aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis-clos.

Huis clos :

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,